

Art. 3. L'arrêté royal du 28 février 1974 déterminant en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents de l'Institut National de Criminologie du Ministère de la Justice, qui constituent un même degré de la hiérarchie, est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 3. Het koninklijk besluit van 28 februari 1974 tot vaststelling, met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, van de graden van de personeelsleden van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek bij het Ministerie van Justitie, die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen, wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 december 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 - 3339

(C - 3688)

Arrêté royal
modifiant, en matière de réductions de valeur sur créances,
l'AR/CIR 92

RAPPORT AU ROI

Sire

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris en exécution de l'article 48 du Code des impôts sur les revenus (C.I.R.).

Cette disposition attribuée au Roi le pouvoir de fixer des limites et des conditions à l'admission en frais professionnels fiscalement déductibles des réductions de valeur et des provisions pour risques et charges qui sont comptabilisées par les entreprises en vue de faire face à des pertes ou des charges nettement précisées et que les événements en cours rendent probables.

Il importe à ce stade de rappeler le principe de la primauté du droit comptable sur le droit fiscal. Ainsi, dans le Rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, il a été indiqué que : « Compte tenu des dispositions de la loi fiscale, l'assiette de l'impôt sur les revenus ou de l'impôt des sociétés est nécessairement différente du solde du compte de résultats ; il est toutefois indiqué d'éviter des distorsions de fond entre les dispositions du présent arrêté et les règles qui président à la détermination de la base taxable. C'est pourquoi les règles en matière d'évaluations, d'amortissements, de réductions de valeur et de provisions pour risques déposées dans le présent arrêté seront acceptées par l'administration fiscale pour la détermination de l'assiette taxable, sauf dans la mesure où il y serait dérogé explicitement par la législation fiscale ».

La doctrine et la jurisprudence s'est ralliée à cette interprétation et l'Administration des Contributions directes de même en se référant explicitement dans sa circulaire du 31 mars 1978 au passage précité du Rapport au Roi (Bulletin n 562).

En ce qui concerne les réductions de valeur sur créances, une différence est à établir selon qu'elles sont actées sur des immobilisations financières ou sur des actifs circulants. Nous n'abordons ici que la problématique liée aux secondes tant d'un point de vue comptable, en rappelant d'abord les règles applicables, que d'un point de vue fiscal.

Pour les créances reprises en actifs circulants, soit celles à plus d'un an et celles à un an au plus, en application de l'article 31, 4ème alinéa de l'A.R. du 8 octobre 1976, des réductions de valeur sont actées si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis (insolvabilité du débiteur, contestation de la créance, etc.). Elles peuvent faire l'objet de réductions de valeurs lorsque leur valeur

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 - 3339

(C - 3688)

Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92,
op het stuk van de waardeverminderingen
op vorderingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire

Het besluit dat we aan Uwe Majesteit ter onderkenning voorleggen, is genomen in uitvoering van artikel 48 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (W.I.B.).

Die bepaling kent aan de Koning de bevoegdheid toe de grenzen en voorwaarden te bepalen waaronder waardeverminderingen en voorzieningen voor risico's en kosten die door ondernemingen worden geboekt om het hoofd te bieden aan scherp omschreven verliezen of kosten die volgens de aan gang zijnde gebeurtenissen waarschijnlijk zijn, als fiscaal aftrekbare beroepskosten kunnen worden aanvaard.

Het is in dit stadium belangrijk te herinneren aan het beginsel van de voorrang van het boekhoudrecht op het fiscaal recht. Aldus werd in het Verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, erop gewezen dat : " Rekening houdend met de bepalingen van de fiscale wetgeving de belastbare basis voor het berekenen van de inkomstenbelasting of van de vennootschapsbelasting uiteraard verschillend is van het saldo van de resultatenrekening ; men moet er evenwel op toezien dat fundamentele distorsies tussen dit besluit en de regels voor het bepalen van de belastbare basis vermeden worden. Om die reden zal de fiscale Administratie de regels van dit besluit met betrekking tot de waardeverminderingen, de afschrijvingen, de waardeverminderingen en de voorzieningen, aannemen voor het bepalen van de belastbare basis, tenzij in die mate waarin de fiscale wetgeving er uitdrukkelijk zal van afwijken. »

De rechtsleer en de jurisprudentie stemden met die interpretatie in, net zoals de Administratie der directe belastingen die in haar circulaire van 31 maart 1978 verwees naar voormelde passage uit het Verslag aan de Koning (Bulletin nr 562).

Inzake waardeverminderingen op vorderingen moet een onderscheid worden gemaakt naargelang die vorderingen verband houden met financiële vaste activa of vlottende activa. We slijden hier enkel de problematiek aan die op de vlottende activa betrekking heeft, en dit zowel vanuit een boekhoudkundig oogpunt, door eerst te herinneren aan de toepasselijke regels, als vanuit een fiscaal oogpunt.

Voor vorderingen die in de vlottende activa worden opgenomen, hetzij deze van méér dan één jaar, hetzij deze van ten hoogste één jaar, in toepassing van artikel 31, vierde lid van het K.B. van 8 oktober 1976, worden waardeverminderingen geboekt indien de terugbetaling ervan op de vervaldag volledig of gedeeltelijk onzeker is of wordt geschaad (insolvabiliteit van de schuldenaar, betwisting van de vordering, enz.).

de réalisation, à la date de clôture de l'exercice, est inférieure à leur valeur comptable. Les réductions actées ne peuvent être maintenues si elles excèdent en fin d'exercice une appréciation basée sur des critères de prudence, de sincérité et de bonne foi.

La détermination des réductions de valeur sur créances douteuses peut être effectuée soit sur base d'une identification spécifique des créances dont le remboursement à l'échéance est incertain ou compromis, soit sur une base globale.

A ce propos, les créances douteuses ne doivent pas être confondues avec des créances perdues et des créances échues non encore honorées : pour les premières, la créance doit être amortie lorsque la perte a acquis un caractère définitif et certain, pour les secondes, le simple dépassement de l'échéance ne justifie pas à lui seul que la créance soit devenue douteuse.

D'un point de vue fiscal, l'actuel article 22 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus (A.R./C.I.R.) pris en exécution de l'article 48 du Code des impôts sur les revenus déroge à la législation comptable, de telle sorte que, contrairement à la règle rappelée ci-avant, les règles fiscales l'emportent.

Cette différence entre le traitement fiscal et le traitement comptable des réductions de valeur constitue un problème pour les entreprises.

En effet, d'un point de vue comptable, le résultat est obéré par les réductions de valeur qui ont été actées suivant les principes de prudence, de sincérité et de bonne foi, alors que d'un point de vue fiscal, le dépassement des plafonds entraîne une taxation au titre de bénéfices sur un profit non réalisé et qui ne sera sans doute jamais réalisé vu la défaillance probable du débiteur.

D'un point de vue économique, le prescrit fiscal actuel manque de réalisme. Le maintien des limites actuelles présente de nombreux inconvénients pour la vie économique dont les principaux sont les suivants :

— la volonté de se prémunir contre les défaillances des débiteurs compte tenu de la sanction fiscale que subit le créancier l'amène souvent à exiger des sur-garanties, par exemple en requérant la caution personnelle de l'administrateur ou du gérant de la société débitrice

— la différence de traitement fiscal entre créances perdues et créances douteuses peut inciter certains créanciers à précipiter la faillite et la mise en liquidation du débiteur défaillant ;

— l'externalisation des créances douteuses dans un but fiscal comporte des inconvénients économiques majeurs en termes de gestion de l'encaissement des factures et des coûts annexes.

Le souci de cohérence entre comptabilité et fiscalité et la logique économique nous conduisent dès lors à proposer à Votre Majesté l'alignement des règles comptables et fiscales en matière de réduction de valeur sur créances douteuses par l'abandon des plafonds pourcentuels limitant la constitution de provisions par rapport à la hauteur du résultat fiscal ou du volume total des créances.

En ce qui concerne les banques, l'article 31, 4e alinéa de l'A.R. du 8 octobre 1976 trouve son équivalent à l'article 35, § 1er de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit.

Dans l'exercice de sa fonction prudentielle, la Commission bancaire et financière (C.B.F.) devant veiller à la solidité du système financier, vérifie le respect de l'article 35 qui en son paragraphe 3 établit l'obligation d'acter des corrections d'inventaire à concurrence de la partie des créances pour laquelle il n'y a pas de certitude de recouvrement appuyée par des données objectives. A ce propos, la C.B.F. confirme "son inquiétude majeure" quant aux divergences d'interprétation et d'application entre règles comptables et fiscales et exprime "l'importance d'une reconnaissance sur le plan fiscal des corrections de valeur pour risque de crédit qui tiennent compte des réalités économiques et des règles prévues à l'article 35 précité".

Zij kunnen het voorwerp zijn van waardeverminderingen wanneer hun realisatiewaarde, op de afsluitingsdatum van het boekjaar, lager is dan hun boekhoudwaarde. De geboekte verminderingen kunnen enkel worden behouden wanneer zij aan het einde van het boekjaar hoger zijn dan een waardering op basis van criteria van voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw.

De waardeverminderingen op dubieuze vorderingen worden bepaald ofwel op basis van een specifieke identificatie van de vorderingen waarvan de terugbetaling op de vervaldag onzeker is of wordt geschaad, ofwel op een globale basis.

Naar aanleiding hiervan mogen dubieuze vorderingen niet worden verward met verloren vorderingen en met vervallen vorderingen die nog niet zijn betaald : voor de eerste schuldvorderingen moet de schuldvordering afgeschreven zijn wanneer het verlies een definitief en zeker karakter heeft verworven, voor de tweede vorderingen rechtvaardigt een gewoon verstrijken van de vervaldag op zichzelf niet dat de vordering dubieus is geworden.

Vanuit een fiscaal oogpunt wijkt het huidige artikel 22 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (K.B./W.I.B.) genomen in uitvoering van artikel 48 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, zodanig af van de boekhoudwetgeving dat, in tegenstelling tot de hierboven in herinnering gebrachte regel, de fiscale regels de bovenhand hebben.

Die verschillende fiscale en boekhoudkundige behandeling van de waardeverminderingen vormt voor de ondernemingen een probleem.

Inderdaad, vanuit een boekhoudkundig oogpunt is het resultaat met schulden gehypothekeerd door de waardeverminderingen die werden geboekt volgens de beginselen van voorzichtigheid, oprechtheid en goede trouw, terwijl vanuit een fiscaal oogpunt, een overschrijding van de plafonds leidt tot een belasting als winst op een niet verwezenlijkt voordeel dat waarschijnlijk nooit zal worden verwezenlijkt gezien het waarschijnlijk in gebreke blijven van de schuldenaar.

Vanuit een economisch oogpunt getuigen de huidige fiscale voorschriften van weinig realiteitszin. Het behoud van de huidige grenzen leidt tot talrijke nadelen voor het bedrijfsleven. De belangrijkste nadelen hiervan zijn als volgt :

— door de wil om zich te beschermen tegen het in gebreke blijven van de schuldenaars rekening houdend met de fiscale sanctie die de schuldeiser wordt opgelegd, wordt de schuldeiser er dikwijls toe gebracht extra waarborgen te eisen, bijvoorbeeld door de persoonlijke borgstelling van de bestuurder of van de zaakvoerder van de vennootschap/schuldenaar te eisen ;

— de verschillende behandeling tussen verloren schuldvorderingen en dubieuze vorderingen kan bepaalde schuldeisers ertoe aan het faillissement en de in vereffeningstelling van de in gebreke zijnde schuldenaar te bespoedigen ;

— de buiten balansstelling van dubieuze vorderingen met een fiscaal doel leidt tot belangrijke economische nadelen inzake beheer van de inning van facturen en van bijbehorende kosten.

Omwille van de zorg voor coherentie tussen boekhouding en fiscaliteit en de economische logica worden wij er bijgevolg toe gebracht aan Uwe Majesteit voor te stellen de boekhoudkundige en fiscale regels inzake waardevermindering op dubieuze vorderingen in overeenstemming te brengen, door afstand te nemen van de in procent uitgedrukte grenzen die de vorming van vrijstelbare waardeverminderingen beperkt naar verhouding met de grootte van het fiscale resultaat of van de totale omvang van de schuldvorderingen.

Wat de banken betreft, is artikel 31, vierde lid van het K.B. van 8 oktober 1976 gelijkwaardig met artikel 35, § 1 van het koninklijk besluit van 23 september 1992 met betrekking tot de jaarrekeningen van kredietinstellingen.

In de uitoefening van haar prudentiële functie, controleert de Commissie voor het Bank en Financieuzen (C.B.F.) die moet toezien op de soliditeit van het financiële stelsel, de naleving van artikel 35. Paragraaf 3 van dit artikel omvat de verplichting inventariscorrecties te boeken ten belope van het gedeelte waarvoor geen met objectieve gegevens gestaafde inningszekerheid bestaat. Naar aanleiding hiervan bevestigt de C.B.F. "haar grote ongerustheid" omtrent de uiteenlopende interpretaties en toepassingen tussen boekhoudkundige en fiscale regels en vermeldt zij "het belang van een erkenning op fiscaal vlak van de waardecorrecties voor kredietrisico's dat rekening houdt met de economische realiteit en met de in voormeld artikel 35 bepaalde regels".

Le projet d'arrêté qui est soumis à Votre signature répond à l'attente de l'autorité prudentielle du secteur bancaire.

Il nous faut encore en conclusion souligner que la modification de l'arrêté d'exécution du C.I.R. n'équivaut pas à autoriser sans contrôle de l'administration fiscale, le contribuable à acter des réductions de valeur sur créances douteuses. L'obligation d'individualisation est maintenue : il doit s'agir de créances clairement identifiées et effectivement douteuses. L'arrêté fiscal n'admet pas de droit à déduction pour les provisions globales. Instruction sera donnée en ce sens aux services de l'Administration des contributions directes chargés du contrôle des entreprises.

Le projet initial, tel qu'il avait été soumis à l'Inspecteur des Finances, comportait deux volets : créances douteuses et risques-pays. En raison de ce dernier aspect, l'avis indiquait que la modification entraînait une incidence budgétaire présumée négative à défaut de données statistiques contraires fournies en temps utile. En conséquence de quoi, le projet ne contient plus que le premier volet dont l'impact budgétaire à court terme peut dès lors être considéré comme faible : davantage de réductions de valeur mais moins d'amortissements. Il est certainement neutre, voire positif à moyen terme. En effet, une comptabilisation adéquate tend à prévenir un risque futur d'insolvabilité définitive de telle sorte qu'une réduction de valeur pour créances douteuses ne fait qu'anticiper une perte future, c'est une question au plus de décalage d'années. En outre, si la créance est recouvrée, la réduction de valeur doit être reprise. Cette précision — qui garantit la neutralité budgétaire sur une base pluriannuelle — est apportée dans le projet qui Vous est soumis.

Enfin, le projet exclut toute rétroactivité puisqu'il fixe l'entrée en vigueur à l'exercice d'imposition 1996.

Au niveau légistique, le Conseil d'Etat a remis son avis sur le présent projet d'arrêté royal et ses observations ont été suivies.

Nous avons l'honneur d'être,
Sire,
De Votre Majesté,
le très respectueux et très fidèle serviteur,
Le Vice-Premier Ministre,
Ministre des Finances et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

20 DECEMBRE 1995. — Arrêté royal
royal modifiant, en matière de réductions de valeur sur créances,
l'AR/CIR 92

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 48;

Vu l'AR/CIR 92, notamment les articles 22 et 23;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 16 août 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 11 octobre 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 22 de l'AR/CIR 92 sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase liminaire du § 1er, les mots "dans les limites et" sont supprimés;

2° le § 1er, 5° et 6°, est abrogé;

3° les §§ 2 et 3 sont abrogés.

Het ontwerp van besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, beantwoordt aan de verwachtingen van de toezicht houdende autoriteit van de banksector.

Tot besluit moet nog worden onderstreept dat de wijziging van het besluit tot uitvoering van het W.I.B er niet op neerkomt de belastingplichtige, zonder controle van de belastingadministratie, toe te laten waardeverminderingen op dubieuze vorderingen te boeken. De verplichting van individualisering wordt behouden : het moet gaan om vorderingen die per geval duidelijk omschreven zijn en die effectief dubieus zijn. In het fiscaal besluit wordt voor globale waardeverminderingen geen recht op aftrek toegelaten. In die zin zullen instructies worden gegeven aan de diensten van de Administratie der directe belastingen die met de controle van de ondernemingen belast zijn.

Het oorspronkelijke ontwerp, zoals aan de Inspecteur van Financiën werd voorgelegd, omvatte twee luiken : dubieuze vorderingen en landrisico's. Omwille van het laatste aspect werd in het advies erop gewezen dat de wijziging een vermoedelijk negatieve budgettaire weerslag tot gevolg had, bij gebrek aan tegengestelde statistische gegevens die binnen de termijn worden verstrekt. Als gevolg hiervan omvat het ontwerp enkel het eerste luik waarvan het budgettaire gevolg op korte termijn bijgevolg kan als klein worden beschouwd : méér waardeverminderingen, maar minder afschrijvingen. Het budgettaire gevolg is weliswaar neutraal, en op korte termijn zelfs positief. Inderdaad, een adequate boeking heeft als doelstelling een toekomstig risico van insolvabiliteit te voorkomen doordat een waardevermindering op dubieuze vorderingen alleen maar anticipeert op een toekomstig verlies. Het betreft een kwestie van verschuiving tussen jaren. Bovendien, indien de schuldvoordeing ingevorderd is, moet de waardevermindering teruggenomen worden. Die verduidelijking — die de budgettaire neutraliteit op een meerjarenbasis waarborgt — werd in het ontwerp dat aan u wordt voorgelegd, aangebracht.

Ten slotte treedt het ontwerp in werking vanaf het aanslagjaar 1996, zodat elke retroactiviteit wordt uitgesloten.

Op het vlak van de legistiek heeft de Raad van State zijn advies uitgebracht omtrent dit ontwerp van koninklijk besluit en er werd gevolg gegeven aan zijn opmerkingen.

Ik heb de eer te zijn,
Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,
De Vice-Eerste Minister,
Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

20 DECEMBER 1995. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het KB/WIB 92,
op het stuk van de waardeverminderingen op vorderingen.

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op artikel 48;

Gelet op het KB/WIB 92, inzonderheid op de artikelen 22 en 23;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 augustus 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 22 van het KB/WIB 92 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende volzin van § 1 worden de woorden "binnen de grenzen en" geschrapt;

2° § 1, 5° en 6°, wordt opgeheven;

3° de §§ 2 en 3 worden opgeheven.

Art. 2. L'article 23 de l'AR/CIR 92 est complété par l'alinéa suivant : "Les réductions de valeur immunisées sur créances qui ne répondent plus aux conditions ou limites prévues à l'article 22, doivent être reprises. ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1996.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Art. 2. Artikel 23 van het KB/WIB 92 wordt aangevuld met het volgende lid : "Vrijgestelde waardeverminderingen op vorderingen die niet meer aan de in artikel 22 gestelde voorwaarden of grenzen beantwoorden, moeten worden teruggenomen. »

Art. 3. Dit besluit is van toepassing met ingang van het aanslagjaar 1996.

Art. 4. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 95 - 3340

1^{er} DECEMBRE 1995. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 12 novembre 1993 fixant les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes porteurs du titre professionnel particulier en soins d'urgence, ainsi que des maîtres de stage et des services de stage en soins d'urgence

[22498]

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales et notamment l'article 35^{sexies} inséré par la loi du 19 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 1983 fixant les modalités d'agrément des médecins spécialistes et généralistes, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux du 22 juin 1993 et du 8 novembre 1995;

Vu l'arrêté ministériel du 12 novembre 1993 fixant les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes porteurs du titre professionnel particulier en soins d'urgence, ainsi que des maîtres de stage et des services de stage en soins d'urgence;

Vu l'avis du Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes, donné le 28 février 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 novembre 1993 fixant les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes porteurs du titre professionnel particulier en soins d'urgence, ainsi que des maîtres de stage et des services de stage en soins d'urgence, est inséré un § 6, rédigé comme suit :

« § 6. Un médecin spécialiste porteur du titre professionnel particulier en soins intensifs, peut être agréé comme médecin spécialiste porteur du titre professionnel particulier en soins d'urgence après avoir accompli un stage en soins d'urgence d'au moins un an. »

Art. 2. Dans l'article 6, § 1^{er}, du même arrêté, est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Un médecin spécialiste, porteur du titre professionnel particulier en soins intensifs peut, dans un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 5 octobre 1995 fixant les critères spéciaux d'agrément des médecins spécialistes porteurs du titre professionnel particulier en soins intensifs, ainsi que des maîtres de stage et des services des stages en soins intensifs, introduire une demande d'agrément comme médecin spécialiste porteur du titre professionnel particulier en soins d'urgence, à condition d'avoir pratiqué les soins d'urgence pendant d'une période équivalente à deux à temps plein. »

Bruxelles, le 1^{er} décembre 1995.

M. COLLA

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 95 - 3340

1 DECEMBER 1995. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 12 november 1993 tot vaststelling van de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten houders van de bijzondere beroepstitel in de urgentiegeneskunde, alsook van de stagemesters en stagediensten in de urgentiegeneskunde

[22498]

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies, inzonderheid op artikel 35^{sexies}, ingevoegd bij de wet van 19 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 1983 tot vaststelling van de nadere regelen voor de erkenning van geneesheren-specialisten en van huisartsen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheelkunde, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 juni 1993 en 8 november 1995;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 november 1993 tot vaststelling van de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten houders van de bijzondere beroepstitel in de urgentiegeneskunde, alsook van de stagemesters en stagediensten in de urgentiegeneskunde;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten en van huisartsen, gegeven op 28 februari 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het ministerieel besluit van 12 november 1993 tot vaststelling van de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten houders van de bijzondere beroepstitel in de urgentiegeneskunde, alsook van de stagemesters en stagediensten in de urgentiegeneskunde, wordt een § 6, ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. Een geneesheer-specialist houder van de bijzondere beroepstitel in de intensieve zorg, kan erkend worden als geneesheer-specialist houder van de bijzondere beroepstitel in de urgentiegeneskunde na het vervullen van een stage in de urgentiegeneskunde van ten minste één jaar. »

Art. 2. In art. 6, § 1, van hetzelfde besluit, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Een geneesheer-specialist, houder van de bijzondere beroepstitel in de intensieve zorg, kan, binnen een termijn van twee jaar vanaf de inwerkingtreding van het besluit van 5 oktober 1995 tot vaststelling van de bijzondere criteria voor de erkenning van geneesheren-specialisten houders van de bijzondere beroepstitel in de intensieve zorg, alsook van de stagemesters en stagediensten in de intensieve zorg, een aanvraag tot erkenning als geneesheer-specialist houder van de bijzondere beroepstitel indienen, op voorwaarde dat hij de urgentiegeneskunde heeft uitgeoefend gedurende een gelijkwaardige periode van twee jaar voltijds. »

Brussel, 1 december 1995.

M. COLLA